

Congo-Kinshasa

- De nouvelles marches pacifiques contre la prolongation au pouvoir du président hors mandat Joseph Kabila ont été réprimées dans le sang.
- Les marches ont été plus nombreuses que le 31 décembre.
- Elles ont été soutenues par plus de dénominations religieuses.

[A Lubumbashi, la marche prévue a été annulée], “au vu de la très forte présence de militaires armés – non pour encadrer les marcheurs mais prêts à tirer pour tuer”.

Hubert Tshiswaka

Un des membres du comité laïc de coordination,
qui organise les marches.

Les tirs à balles réelles de la police ont fait au moins 6 morts

Nouvelle répression, dimanche – qui a fait au moins 6 morts à Kinshasa, selon l'Onu – des tentatives des chrétiens d'organiser des marches pacifiques pour réclamer l'application de l'Accord de la Saint-Sylvestre 2016, qui balise le chemin vers des élections consensuelles. Celles-ci, qui auraient dû être orga-

nisées en 2016, ne l'ont pas été, ce qui a permis au président Joseph Kabila de se prolonger au pouvoir en dépit de la fin de son dernier mandat constitutionnel.

Rafale d'auto-mitrailleuse

A Kinshasa, la police et l'armée n'ont pas hésité à tirer à balles réelles sur les paroissiens pacifiques qui sortaient des églises avec rameaux, bibles et crucifix. C'est ainsi qu'une jeune fille de 16 ans a été tuée par un tir en rafale venu d'une "auto-mitrailleuse" passée "devant la paroisse de St-François-de-Salles, à Kitambo", un quartier de la capitale, a déclaré à l'AFP le docteur Jean-Baptiste Sondji, 69 ans, ancien ministre de la Santé de Laurent Kabila, qui indique avoir été présent sur les lieux mais n'avoir pu sauver la victime. Celle-ci se trouvait à la porte latérale de l'église, selon le médecin.

Tirs à balles réelles encore à la cathédrale Notre-Dame du Congo, d'où un demi-millier de fidèles sont sortis pour marcher derrière leurs prêtres, brandissant la croix, la Bible et des rameaux. Après quelques centaines de mètres, les marcheurs ont été arrêtés par un barrage policier et, tandis qu'ils

s'agenouillaient en chantant, la police anti-émeute est arrivée derrière eux. Des tirs de gaz lacrymogènes et à balles réelles ont été entendus et plusieurs corps à terre ont été vus par un témoin.

Tirs à balles réelles également, à Notre-Dame de Lingwala, où une femme a été *“victime d'éléments cagoulés”*. Des tirs à balles réelles ont fait en outre au moins deux blessés lors d'une charge de la police, selon un centre médical près de l'église S-Joseph, quartier populaire central. Une cinquantaine de casques bleus de l'Onu se sont déployés entre l'église – où plusieurs centaines de personnes voulaient marcher – et la police, appuyée par l'armée. Cela a suscité la plainte d'un responsable de la police, selon qui les casques bleus *“empêchaient”* ses hommes *“de faire correctement (leur) travail”*, a rapporté l'AFP.

Selon Paul Nsapu, secrétaire général pour l'Afrique de la FIDH (Fédération internationale des ligues de défense des droits de l'homme), il y

a eu en outre deux morts à Lemba, un autre quartier de Kinshasa. La paroisse S-Augustin y a été le théâtre d'une violente répression et un vicaire a été blessé, alors que ses paroissiens ont dû rester enfermés dans l'église pour se protéger des forces de sécurité.

Entrés de force dans les maisons

M. Nsapu évoque également de nombreux blessés et ajoute qu'à Bandalungwa – quartier animé de la capitale – des policiers et des militaires entraient de force dans les habitations pour y arrêter des jeunes gens. Il signale enfin qu'une *“centaine”* de personnes ont été arrêtées avec plusieurs prêtres – dont les vêtements ont été *“déchirés”* – à S-Christophe par la Garde républicaine (garde préto-rienne du président Joseph Kabila).

“On n'est pas si bête”

A Lubumbashi, la marche prévue a été annulée *“au vu de la très forte présence de militaires armés – non pour encadrer les marcheurs mais prêts à tirer pour tuer”*, a indiqué à *“La Libre Belgique”* M^e Hubert Tshiswaka, un des membres du comité laïc de coordination, qui organise ces marches. Des marches ont été violemment réprimées également à Goma et Kisangani.

A Kinshasa – ainsi qu'à Mbuji Mayi – la police avait érigé dès samedi en début d'après-midi une multitude de barrages, créant ainsi de nombreux ralentissements, apparemment à la recherche des membres du Comité laïc de coordination qui organisent les marches. Internet et les SMS ont été coupés depuis samedi soir.

Les autorités avaient interdit cette nouvelle marche des chrétiens bien qu'elle soit pacifique. Dans un tweet remarqué, le directeur de cabinet du président hors mandat Joseph Kabila avait indiqué : *“En RDC, une marche pacifique, ça veut dire mettre en œuvre le schéma burkinabè. On n'est pas si bête”* – allusion au renversement pas la rue, en 2014, du président du Burkina Faso Blaise Compaoré, qui voulait que l'assemblée nationale l'autorise à briguer de nouveaux mandats, ce qui avait provoqué une explosion de colère populaire.

Marie-France Cros

Protestants, kimbanguistes et musulmans avec les catholiques : la base de la protestation anti-Kabila s'élargit

Analyse Marie-France Cros

La tragique matinée de dimanche, quand, une nouvelle fois, des paroissiens qui voulaient marcher pacifiquement en faveur du respect de la Constitution et de l'Accord de la Saint-Sylvestre 2016, ont été fauchés par les tirs à balles réelles de la police et de l'armée, est-elle une simple répétition de celle qui fit 6 morts au moins le 31 décembre dernier, à l'issue de la messe dominicale ? A première vue, oui.

A y regarder de plus près, cependant, on note des différences, indiquant que le courage montré par ces chrétiens qui vont au-devant des forces de répression armées de leurs seuls crucifix, rameaux et chapelets, fait tache d'huile.

Car alors que la marche des chrétiens du 31 décembre avait vu, par endroits, la présence de manifestants issus d'autres religions que la catholique – des protestants et des kimbanguistes notamment – cette fois, ce sont des autorités des autres religions qui ont appuyé la démarche du Comité laïc de coordination – organisation reconnue par le Vatican – en faveur de marches pacifiques.

Ainsi, le 16 janvier, lors du culte à la mémoire de Laurent Kabila – père de l'actuel Président, assassiné en 2001 – le pasteur François-David Ekoko s'est montré, à la surprise générale, extrêmement critique et

des protestants ont annoncé leur participation à la marche du 21 janvier.

Samedi, Simon Kimbangu Kiangani, petit-fils du fondateur, en 1921, de cette Eglise (qui n'est plus reconnue par le Conseil œcuménique des Eglises depuis 2001) comptant une dizaine de millions de fidèles, essentiellement au Congo, a appelé ceux-ci à marcher eux aussi avec des rameaux dimanche.

Samedi encore, le chef de la communauté musulmane (ils seraient environ 8 millions, selon le World Factbook de la CIA), Cheikh Ali Mwinyi N'Kuu – qui ne commente jamais la politique habituellement – a déclaré que le Congo était *“malade”* et a invité les autorités à *“éviter de réprimer la marche des laïcs catholiques”*. *“S'ils décident de réprimer, il n'y aura pas de paix”*, a-t-il ajouté. Et, selon CanalFuturBukavu, les musulmans membres de l'Alliance des Kabilistes musulmans (Akam), au Sud-Kivu, ont décidé vendredi dernier de se retirer du parti présidentiel.

Cet élargissement de la base de protestation anti-Kabila à d'autres confessions religieuses indique l'importance du rejet d'un régime qui n'a plus d'autre préoccupation, depuis 2011 – quand une fraude massive a décrédibilisé l'élection du Président et des députés – que de se prolonger au pouvoir. Plusieurs de nos sources ont souligné que les marcheurs étaient plus nombreux dimanche que trois semaines plus tôt. Le courage, comme la peur, est contagieux.